Zeitschrift: Schweizerische Kirchenzeitung : Fachzeitschrift für Theologie und Seelsorge

Herausgeber: Deutschschweizerische Ordinarienkonferenz

Band: - (1898)

Heft: 39

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

№ 39. Samstag den 24. September 1898.

Abonnementspreis:
Für die Stadt Solothurn
Jährlich Fr. 6. —.
Halbjährlich Fr. 3. —.

Franko durch die ganze Schweiz:
Jährlich Fr. 6. —.
Halbjährlich Fr. 3. —

Für das Ausland:
Jährlich Fr. 9. —

Schweizerische
Kirchen-Zeitung.

Einrückungsgebühr:
10 Cts. die Petitzeile oder deren Raum,
(8 Pf. für Deutschland)

Erscheint jeden Samstag
1 Bogen stark

Briefe und Gelder franko.

LETTRE ENCYCLIQUE
DE
N. S. P. LE PAPE LÉON XIII
Aux Evêques, au clergé et au peuple d'Italie

(Suite.)

Mais survinrent alors les événements néfastes, mêlés de désordres et de l'effusion du sang des citoyens, qui mirent dans le deuil quelques contrées de l'Italie. Nul plus que Nous ne souffrit au plus profond de l'âme; nul plus que Nous ne s'émût à ce spectacle.

Nous pensions, cependant, que, en recherchant les origines premières de ces séditions et de ces luttes fratricides, ceux qui ont la direction des affaires publiques reconnaîtraient le fruit funeste, mais naturel, de la mauvaise semence impunément répandue dans la Péninsule, si largement et pendant si longtemps; Nous pensions que, remontant des effets aux causes et faisant leur profit de la dure leçon qu'ils venaient de recevoir, ils reviendraient aux règles chrétiennes de l'organisation sociale, à l'aide desquelles les nations doivent se renouveler, si elles ne veulent pas se laisser périr, et que, par conséquent, ils mettraient en honneur les principes de justice, de probité et de religion d'où dérive principalement même le bien-être matériel d'un peuple. Nous pensions que, du moins, voulant découvrir les auteurs et les complices de ces soulèvements, ils s'aviseraient de les chercher parmi ceux qui ont en aversion la doctrine catholique, et qui excitent les âmes à toutes les convoitises déréglées par le naturalisme et le matérialisme scientifique et politique, parmi ceux enfin qui cachent leurs intentions coupables à l'ombre des assemblées sectaires où ils aiguisent leurs armes contre l'ordre et la sécurité de la société.

Et, en effet, il ne manqua pas, même dans le camp des adversaires, d'esprits élevés et impartiaux qui comprirent et eurent le louable courage de proclamer publiquement les vraies causes de ces lamentables désordres.

Mais grandes furent Notre surprise et Notre douleur, quand Nous apprîmes que, sous un prétexte absurde, mal dissimulé par l'artifice, onosait, afin d'égarer l'opinion publique et d'exécuter plus aisément un dessein prémédité, déverser sur les catholiques la folle accusation d'être des perturbateurs de l'ordre, pour faire retomber sur eux le blâme et le dommage des mouvements séditieux dont quelques régions de l'Italie avaient été le théâtre.

Et Notre douleur s'accrut encore bien davantage quand, à ces calomnies, succédèrent des actes arbitraires et violents, et qu'on vit nombre des principaux et des plus vaillants journaux catholiques suspendus ou supprimés, les Comités diocésains et paroissiaux proscrits, les réunions des Congrès dispersées, certaines institutions réduites à l'impuissance et d'autres menacées, parmi celles-là même qui n'ont pour but que le développement de la piété chez les fidèles ou la bienfaisance publique ou privée; quand on vit dissourdre en très grand nombre des Sociétés inoffensives et méritantes, et détruire ainsi, en quelques heures de tempête, le travail patient, charitable et modeste, réalisé pendant de longues années par tant de nobles intelligences et de cœurs généreux.

En recourant à ces mesures excessives et odieuses, l'autorité publique, allait tout d'abord, à l'encontre de ses déclarations précédentes. Pendant longtemps, en effet, elle avait représenté les populations de la Péninsule comme de connivence et parfaitement solidaires avec elle dans l'œuvre révolutionnaire et hostile à la Papauté; maintenant, au contraire, elle se donnait tout à coup à elle-même un démenti en recourant à des expédients d'exception pour étouffer d'innombrables associations répandues dans toute l'Italie, et cela sans autre motif que leur dévouement et leur attachement à l'Eglise et à la cause du Saint-Siège.

Mais de telles mesures blessaient par-dessus tout les principes de la justice et même les règles des lois existantes.

En vertu de ces principes et de ces règles, il est loisible aux catholiques, comme à tous les autres citoyens, de mettre librement en commun leurs efforts pour promouvoir le bien moral et matérial de leur prochain et pour vaquer aux pratiques de piété et de religion. Ç'a donc été chose arbitraire de dissoudre tant de Sociétés catholiques de bienfaisance, qui, dans d'autres nations, jouissent d'une existance paisible et respectée, et cela sans aucune preuve de leur culpa-

bilité, sans aucune recherche préalable, sans aucune document qui pût démontrer leur participation aux désordres survenus.

Ç'a été aussi une offense spéciale envers Nous, qui avions organisé et béni ces utiles et pacifiques associations, et envers vous, Vénérables Frères, qui en aviez promu avec soin le développement, et qui aviez veillé sur leur marche régulière. Notre protection et votre vigilance auraient dû les rendre encore plus respectables et les mettre à l'abri de tout soupçon.

Nous ne pouvons non plus passer sous silence combien de telles mesures sont pernicieuses pour les intérêts des populations, pour la conservation sociale, pour le bien véritable de l'Italie. La suppression de ces Sociétés augmente encore la misère morale et matérielle du peuple, qu'elles s'efforçaient d'adoucir par tous les moyens possibles; elle ravit à la société une force puissament conservatrice, puisque leur organisation même et la diffusion de leurs principes étaient une digue contre les théories subversives du socialisme et de l'anarchie; enfin, elle avive encore le conflit religieux, que tous les hommes exempts de passions sectaires considèrent comme extrêmement funeste à l'Italie, dont il brise la cohésion et l'harmonie.

Nous n'ignorons pas que les Sociétés catholiques sont accusées de tendances contraires à l'organisation politique actuelle de l'Italie, et considerées à ce titre comme subversives.

Une telle imputation est fondée sur une équivoque, créée et maintenue à dessein par les ennemis de l'Eglise et de la religion, pour donner devant le public un prétexte plausible à l'ostracisme odieux dont ils veulent frapper ces associations. Nous entendons que cette équivoque soit dissipée pour toujours.

Les catholiques italiens, en vertu des principes immuables et bien connus de leur religion, se refusent à toute conspiration ou révolte contre les pouvoirs publics, auxquels ils rendent le tribut qui leur est dû. Leur conduite passée, à laquelle tous les hommes impartiaux peuvent rendre un témoignage honorable, est garant de leur conduite à venir, et cela devrait suffire pour leur assurer la justice et la liberté auxquelles ont droit tous les citoyens pacifiques. Disons plus: étant, par la doctrine qu'ils professent, les plus solides soutiens de l'ordre, ils ont droit au respect, et si la vertu et le mérite étaient appréciés d'une manière adéquate, ils auraient encore droits aux égards et à la gratitude de ceux qui président aux affaires publiques.

Mais les catholiques italiens, précisément parce qu'ils sont catholiques, ne peuvent renoncer à vouloir qu'on restitue à leur Chef suprême l'indépendance nécessaire et la plénitude de la liberté, vraie et effective, qui est la condition indispensable de la liberté et de l'indépendance de l'Eglise catholique. Sur ce point, leurs sentiments ne changeront ni par les menaces, ni par la violence; ils subiront l'ordre de choses actuel, mais, tant qu'il aura pour but l'abaissement de la paupauté et pour cause la conspiration de tous les éléments antireligieux et sectaires, ils ne pourront jamais, sans violer leurs plus sacrés devoirs, concourir à le soutenir par leur adhésion et par leur appui. Demander aux catholiques un concours positif pour maintenir l'ordre de choses actuel, serait une prétention déraisonnable et absurde; car, il ne leur serait plus permis d'obtempérer aux enseignements et aux préceptes du Siège apostolique; au contraire, ils devraient agir en opposition avec ces enseignements et se départir de la conduite que tiennent les catholiques de toutes les autres nations.

Voilà pourquoi l'action des catholiques, dans l'état présent des choses, demeurant étrangère à la politique, se concentre sur le champ social et religieux et vise à moraliser les populations, à les rendre obéissantes à l'Eglise et à son Chef, à les éloigner des périls du socialisme et de l'anarchie, à leur inculquer le respect du principe d'autorité, enfin, à soulager leur indigence par les œuvres multiples de la charité chrétienne.

(A suivre.)

† Arsenius Justinius Lachat.

(Nobis traditum).

Tres intra pene menses, Delemontensi in districtu sacerdos obiit tertius, parochus videlicet loci Soulce Dnus *Arsenius Justinius Lachat*, quo jam multis ab annis hepatico laborabat morbo, immatura morte præreptus. Cujus multo stipante populi concursu præeuntibus undetriginta sacerdotibus, die 22ª Augusti nuper elapsa, habitæ sunt obsequiæ. Peractis de more cæremoniis ac solemni quam peralta sonoraque voce Ursannensis præcinuit Decanus celebrata missa en bene notus prodit in cathedram Decanus Dnus *Fleury*, profusis adstantibus in lacrymis, flebilibus ipse verbis, plenam defuncti meritis vitam breviter ob oculos reseraturus. In villa prope Grandfontaine sita ac *Vacheriedessus* dicta, parentibus virtute maximaque conspicuis religione, vigente anno 1840, in lucem editus est Arsenius Lachat. Quum jam utpote aliquibus fuerit adornatus disciplinis avito prorsus vomere relicto aut potius natu minoribus commisso fratribus, quæstus negotiationisque causa, Lutetiam Parisiorum perrexit. Hac ingenti in ipsa quasi æstuante Urbe, sese ad Dei ac ejus Ecclesiæ servitium esse acciendum perspicue sensit. Haud ulla idcirco sine mora, celerius arreptis primis latinæ elementis linguæ, apud Vosagos montes Luxovium minori in seminario, etsi jam viginti circiter annos natus, sese inclusum fortiter abiit,

classicorum totum quidem studiorum emensurus curriculum. Quibus prorsus absolutis, ut iisdem philosophiæ imponeret fastigium Lingones in seminarium profectus est; unde uno exacto autem anno, philosophicis etenim disciplinis imbutus se inde majus in seminarium quatuorque per annos, peritissimo sub Dni Cosandey ductu, Lausannensis postmodum episcopi, theologica innutriendus contulit scientia, redux tandem in Helvetiam amœnissimam Friburgensem civitatem adiens. Sacerdotali mox inunctus oleo, primam, ut jamdudum vehementer erat in votis, sibi fas est celebrare missam. Ast quæ nostram erat modo vastatura regionem, avitas scilicet aras catholicamque usquequaque subvertens libertatem, atra jam in nube ingruebat procella. Dno Chèvre Ursannensi tunc temporis parocho, vicarius tamen est adscitus junior sacerdos, qui eo majora pericula, labores, defatigationesque est perpessus, quod hujusce parochiæ nonnihilque vicinarum aliarum in se solum reciderit pastorale munus totum: jurassenses quum etenimvero sacerdotes exilio mulctati fuerint prope omnes, mœste errabundam in tellure trahentes vitam. Quamvis exsulatum abire, veluti neosacerdos, coactus ipse non fuerit, nonnisi mille tamen curis adhibitis, sacro vacare ministerio sibi licebat. Nocte quadam sublustri, Glovelier in locum ad moribundum vero sacramentis accersitus reficiendum, apprehensum subindeque Delemontem deductum, perperam detrusit armatus apparitor in carcerem, e quo post plures tantummodo dies exactos quin etiam multis fuerit minis conviciisque obrutus, evadere datum est, ac in libertatem vindicari. Recuperata jam postea nefario ex schismate Ursannensi parochia, haud minus alterum Domino Lachat imminebat infortunium. Quum ab explendis patrinorum vicibus, in foro civili solummodo conjugatos, uti par erat, excluserit, sibimet suis extemplo obeundis vicarii muneribus fuit interdictum. Se inde igitur aliquantisper domum recepto, a parentibus exstructo, sacratissimoque Jesu Cordi dicato, gratissimo prorsus quotidianam in sacello missam celebrabat. Sedata tamen ira præfectoria, nec non et vacante Soulce parochia, eam protinus ad regendam a Reverendissimo Celsissimoque Dno Lachat episcopo, quocum sat strictiore propinquitatis vinculo devinciebatur, delectus emissusque fuit Dnus Arsenius Lachat. Ibidem perprope undeviginti annos, bonitate, simplicitate, comitate, affabilitateque sermonis, zelo, quibusque etiam sacerdotalibus fulgebat virtutibus, quo majorem prorsus ad pietatem excolendam promoveret, sibi omnium animos conciliavit permulsos ac servavit. Quo utpote, omni vita, carissimos in parochianos, zelo ac amore flagraverat, eundem profecto, suam ipsius post mortem declaravit eoque quidem compulit, ut suprema ad eos vota, præmonita, hortamenta, propria manu conscripta, die ipsius scilicet obsequiarum coram et palam legenda demandaverit: quæ prohinc vix prolata haud nemo illacrymabundus sustinere nequivit.

Ante Deum ac homines cumulatæ meritis, sacerdotalibusque spectandæ virtutibus superstitem vitæ memoriam nobis reliquit omnibus ille desideratus admodum Dnus Lachat, cujus anima diuturni cruciatibus tunsa ac purificata morbi, inter Sanctos et Electos jam nunc cœleste carpens otium in æternum adscripta coruscabit. R. I. P.

---

† Benefiziat Benedikt Taubenberger.

(Eingesandt.)

Am 12. September starb in Pelagiberg ein einfacher Priester, hochw. Herr Benefiziat Benedikt Taubenberger, dem einige Zeilen in diesem Blatte gebühren. Der Verstorbene wurde am 4. Februar 1824 in dem Pfarrort Hagenwil geboren. Seine Eltern waren ganz unbemittelt und konnten deswegen den herangewachsenen Knaben, der Neigung zum geistlichen Stande zeigte, keinerlei Unterstützung bieten. Gott fügte es indessen, daß er vom Anfange bis zum Ende seines Studiums Wohlthäter fand, die ihm zur Erreichung seines Zieles behilflich waren. Aus Mangel an Talenten ging ihm das Studium schwer; er verlor aber bei seiner tiefen Religiösität nie das Gottvertrauen und den Mut, umsoweniger, da ihm einst sein Professor, ein Ordensmann, bemerkte: „Verzage nicht, du kannst trotz allem doch ein guter Priester werden.“ Seine Studien machte er in St. Gallen, Freiburg in der Schweiz und Freiburg im Breisgau. Als die zuständige Behörde Bedenken trug, ihm wegen den wenig empfehlenden Zeugnissen und der geringen Wissenschaft die Bewilligung zum Eintritt in das Priesterseminar St. Gallen zu erteilen, — ein eigenes Seminar hatte die Diözese Basel damals nicht —, da waren es seine unter Thränen gestellten Bitten, welche die hohen Herren rührten und zum Entsprechen bewogen, in der Annahme, der junge Mann möge zum geistlichen Stande doch berufen sein und seine Mängel werden andere ersetzen. Die Erfahrung lehrte, daß man sich hiebei nicht täuschte. Unter dem strengen Regens Eisenring sel. absolvierte er nun das Seminar, wurde Priester am 28. August 1852 und erhielt bald nachher eine Anstellung als Kaplan in Sirnach, in gleicher Eigenschaft im Jahre 1854 in Lommis. Von dort kam er am 29. Oktober 1857 als Benefiziat an den Wallfahrtsort Pelagiberg, einer Filiale von Bischofszell. Hier fand er ein unförmliches altes Kirchlein vor, das für die Bedürfnisse nicht genügte, weßwegen seine Gedanken bald darauf gerichtet waren, durch Sammlung von Beiträgen im Laufe der Jahre den Bau einer neuen Kirche zu ermöglichen. Wo immer sich Gelegenheit bot, rückte er mit seinem Anliegen heraus und hatte bei seinem einnehmenden bescheidenen Wesen sozusagen überall Erfolg. Durch sein Bemühen kamen so allmälig etwa

Fr. 70,000 zusammen; eine neue sehr schöne Kirche mit Thurm wurde gebaut, auch für ein neues Geläute von vier Glocken fanden sich nachträglich die Mittel, ebenso für eine neue Orgel. Im Jahre 1890 wurde die Kirche eingeweiht. Der Wunsch des verstorbenen Priesters war damit prächtig in Erfüllung gegangen. Ohne Zweifel war für ihn auch das dankbare, wahrhaft kindliche Verhalten gegenüber den armen nun längst verstorbenen Eltern von Segen bei seinem Bemühen. Für den inneren Schmuck der Kirche flossen ohne weiteres Zuthun von verschiedenen Seiten fortwährend kleinere und größere Beiträge, und für weitere Verwendung fand sich beim Ableben des Benefiziaten zur Ueberraschung eine Summe von mehr als 4000 Fr. Pelagiberg mit seinem gewinnenden, frommen Priester besaß eine merkwürdige Anziehungskraft und regte wie von selbst zu Opfergaben an. Aus dem Privatleben des Verewigten sind besonders hervorzuheben: sein Eifer für Hebung der Wallfahrt, seine Nachbarlichkeit und Gastfreundschaft, sowie der Umstand, daß er bei sehr mäßigem Einkommen an Opferwilligkeit für religiöse Zwecke manche Bessergestellte übertraf. Schließlich erfüllte sich auch sein Wunsch, an einem Muttergottesfeste sterben zu können. Sein Todestag war nämlich das Fest Nominis Mariæ. So möge er nun bei der Gnadenmutter, deren treuer Diener er gewesen, ewig sich erfreuen! R. I. P.

Le concordat de 1802,

la persécution qui l'a précédé, et ses conséquences pour le diocèse de Bâle.

(Cerle de Courrendlin).

Sous ce titre, nous donnons le resumé d'une thèse faite dans le cercle de Courrendlin, l'année dernière.

Le roi de France réunit en 1789 les États généraux pour remédier aux maux financières de son royaume. Bientôt les députés du Tiers-état se déclarèrent Assemblée nationale constitutante et voulurent doter la France d'une nouvelle constitution. L'Assemblée nationale ne tarda pas à se lancer dans les voies de la révolution et à mêler des réformes religieuses aux réformes politiques. Le 2 novembre 1789 elle décréta la confiscation des biens du clergé et, le 13 février 1790, la suppression des ordres religieux, ainsi que la vente des biens des couvents. Le 12 juillet de la même année, elle vota la fameuse constitution civile du clergé qui réduisait les 135 évêchés ou archevêchés de France à 83, un par département, mettait l'élection dans toutes les fonctions ecclésiastiques, rendait les évêques à peu près indépendants du pape, équivalait à l'établissement du schisme en France. Les évêques et les prêtres employés dans le ministère devaient prêter serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi et de maintenir de tout leur pouvoir la constitution civile du clergé.

Le 27 novembre 1790, l'Assemblée décréta que tous les évêques et les curés, qui n'aurait pas fait dans huit jours le serment de fidélité à la constitution civile du clergé seraient censés avoir renoncé à leurs fonctions et remplacés suivant le mode prescrit par la constitution.

A l'Assemblée constituante siègeaient 32 évêques et une soixantaine de prêtres qui n'avaient pas prêtés le serment constitutionel. Le 4 janvier 1791 le protestant Barnave fit adopter un décret selon les termes duquel tous les députés ecclésiastiques seraient appelés successivement par leur nom pour prêter le dit serment. Deux évêques (sur 32) s'éxécutèrent et leur exemple fut suivi par 36 prêtres, qui siègeaient à gauche. Mais l'Assemblée ayant refusé de donner le caractère de décret à la déclaration de l'abbé Grégoire affirmant qu'on n'en voulait pas à la religion, une vingtaine de jureurs rétractèrent aussitôt leur serment.

Sur 127 évêques, qui refusèrent le serment, 4 le prêtèrent, et des 70,000 prêtres que la France comptait, environ les deux-tiers refusèrent tout serment et furent déstitués. Sur les 24,000 qui firent le serment exigé, beaucoup ne le prêtèrent qu'avec des restrictions et beaucoup d'autres le révoquèrent bientôt après. Certains diocèses n'eurent aucun prêtre jureur.

Il fallut repourvoir aux sièges épiscopaux devenus vacants, à l'exception de 4, par suite du refus des évêques de prêter le serment constitutionnel. Ce n'est qu'avec la plus grande difficultée qu'on trouva des candidats à l'épiscopat. Les difficultés ne furent guère moindres lorsqu'il s'agit de repourvoir les paroisses. On en vint jusqu'à faire conférer l'ordination sacerdotale à des sacristains et à de simples ouvriers et jusqu'à admettre dans les rangs du clergé français des aventuriers venus de l'étranger.

La première consécration épiscopale, celle des curés Marolles et Expilly, fut faite le 25 janvier 1791 par Talleyrand, l'évêque d'Autun, assisté de Gobel coadjuteur de l'évêque de Bâle et de Miroudot, évêque in-partibus de Babylone.

C'est le 6 mars 1791, que les électeurs du Haute-Rhin se réunirent à Colmar pour procéder à la nomination de l'évêque du département. On sait que le Haut-Rhin faisait partie du diocèse de Bâle. L'élu fut Gobel qui, nommé également à Paris le 13 mars opta pour ce dernier siège. Une seconde élection eut lieu à Colmar le 27 et le 28 mars. Arbogaste Martin, sous-principal du collège et premier prêtre jureur de Colmar obtint la majorité.

Dès le courant de l'année 1791, plusieurs évêques et beaucoup de prêtres en butte à des menaces et à des attentats continuels prirent volontairement le chemin de l'exil. Ces prêtres, exilés volontaires, furent classés dans la catégorie des *émigrés*, que l'Assemblée legislative tout en confisquant leurs biens déclara conspirateurs et passibles de mort.

L'Assemblée constituante avait menacé, mais sans frapper. L'Assemblée legislative, qui lui succéda, qui commença ses séances le 1 Octobre 1791, se mit à sévir. Le 26 octobre, elle prononça la peine de déportation contre tous les prêtres, qui refuséraient le serment civique. Conformément à ce décret, le directoire du Haut-Rhin statua, le 2 novembre, que tous les religieux et prêtres séculiers du département qui n'auraient pas prêté ou ne voudraient pas prêter le serment seraient tenus de se rendre à Colmar pour y être internés. Ceux qui refuseraient de se soumettre à cet ordre devaient être arrêtés et conduits dans un lieu à leur choix situé hors du département et à dix lieues au moins des frontières.

Au lieu d'aller résider à Colmar, les prêtres du Haut-Rhin passèrent en grand nombre la frontière au mois de décembre 1791 et au commencement de 1792, puis apprenant que le décret de déportation n'avait pas reçu la sanction du roi, rentrèrent pour la plupart en Alsace.

La persécution n'en suivit pas moins son cours et l'Assemble legislative promulgua des édits de plus en plus violents. Le 6 avril 1792, défense de porter le vêtement ecclésiastique; 28 avril, suppression de toutes les confrèries et corporations religieuses; 7 mai, défense aux prêtres réfractaires de faire autre chose que de dire la messe; le 27 mai, il est statué que la peine de déportation sera appliquée désormais à tout prêtre réfractaire dès que 20 citoyens le demanderont et que les prêtres condamnés à la déportation quitteront le district dans l'espace de 24 heures et le pays dans l'espace de 30 jours; le 17 août, tous les couvents de femmes sont déclarés supprimés; le 26 août, la peine de déportation est étendue à tous les prêtres réfractaires.

Dès lors, le clergé français qui avait commencé à émigrer l'année précédente, passa en masse à l'étranger.

Le 2 septembre, 200 prêtres arrêtés et enfermés dans le cloitre des Carmes sont massacrés par une populace en démence. Des boucheries semblables se renouvellent les 3, 4, 5 et 6 septembre dans d'autres prisons de Paris, puis dans plusieurs autres villes de France. C'est ainsi que 638 prêtres furent massacrés dans les divers parties du territoire français.

La Convention nationale qui remplaça l'Assemblée législative et se réunit pour la première fois le 21 septembre 1792 se montra encore plus impie et plus cruelle que sa devancière. Le jour même de sa réunion, elle mit en vigueur un nouveau calendrier supprimant le dimanche et le remplaçant par le décadi. Elle sanctionna toutes les mesures portées par l'Assemblée constituante et par l'Assemblée legislative contre les prêtres réfractaires; elle les aggrava encore et y ajouta la guillotine.

Le 29 novembre 1792 elle décreta que tous les prêtres sans exception, même ceux, qui ne remplissaient pas de fonctions publiques, devaient prêter le serment constitutionnel sous peine de perdre les pensions dont ils jouissaient, d'être traités comme suspects et traîtres à la patrie et d'être internés. (A suivre.)

Kirchen-Chronik.

Aargau. (Eingesandt.) Wenn ich recht unterrichtet bin, hat das Kapitel Regensberg zwei Beschlüsse gefaßt, die ihm zur Ehre gereichen und verdienen, dem Publikum bekannt gemacht zu werden.

Bei der Resignation des hochw. Herrn Pfarrer Widmer von Fislisbach waren, wie es scheint, nicht wenige der Meinung, der Resignation auf die Pfarrei müsse nun auch diejenige auf das Dekanat folgen, denn nur ein Benefiziat könne Dekan sein. Dieser Meinung aber war der Diözesanbischof nicht und nahm die von hochw. Herrn Dekan Widmer eingereichte Resignation nicht an. Das Kapitel trat dieser Ansicht des Bischofs bei und so bleibt der Herr Pfarr-Resignat Widmer nach wie vor Dekan des Kapitels Regensberg. Dieser Wendung der Dinge freuen wir uns.

Ein zweiter Beschluß betrifft die Pfarr-Resignation. Bis jetzt waren diejenigen Herren Geistlichen, Pfarrer und Kapläne, welche infolge von Krankheit oder Alter ihre Pastoration aufgaben, die Benefizien niederlegen und in den Ruhestand treten mußten, vom Zeitpunkt ihrer Resignation an auch nicht mehr Mitglieder der Kapitel. Darin liegt eine ungerechtfertigte Härte. Hatte z. B. ein Pfarrer 30 oder 40 Jahre seine Pflichten als Kapitular erfüllt, so sollte er von nun an der Rechte eines Kapitelsmitgliedes verlustig gehen? Diese Härte trat z. B. wieder recht zu tage bei der Beerdigung, dem Siebenten und Dreißigsten des hochw. Herrn Brühlmaier in Gnadenthal, wobei sich so wenige Amtsbrüder einfanden, wohl infolge dieser Anschauung, er sei nicht mehr Mitglied des Kapitels. Nach stattgehabter Besprechung dieser Frage wurde der erfreuliche Beschluß gefaßt, daß sofort von Stunde an die Resignaten die nämlichen Rechte als Kapitularen haben wie vor der Resignation. Damit ist ein Zopf gefallen, der uns oft mit Wehmut erfüllt hat und dieser Beschluß gereicht dem Kaptiel Regensberg zur Ehre.

Thurgau. Am 11. September gaben die Katholiken den Ausschlag zur Wahl des protestantischen Pfarrers Dr. Hofmann, eines Demokraten, in den Nationalrat. Die hervorragende radikale Partei erlitt dadurch eine wohlverdiente Niederlage. Obwohl sie nicht die Hälfte der Stimmen repräsentiert, und obwohl die Wahl eine Ersatzwahl für einen gestorbenen Minderheitsvertreter war, beanspruchte sie auch dieses einzige bisher der Minderheit zustehende Mandat. Ihre Kandidatur (Heitz) war darum eine übermütige Herausforderung beider Minderheiten, der Katholiken und der Demokraten, deren Interesse an einer Vertretung ein solidarisches ist. Beide Minderheiten nahmen darum die Her-

ausforderung an, indem auf den ersten Wahlgang hin jede ihren besonderen Kandidaten aufstellte.

Im zweiten Wahlgang lag die Entscheidung in der Hand der Katholiken: es standen sich Hofmann und Heitz gegenüber. In ganz korrekter Weise entschieden sich unsere Gesinnungsgenossen durch vorher gegebene und in erfreulicher Weise befolgte Beschlußnahme für den Minderheitsvertreter, der mit 11,948 gegen 7377 Stimmen gewählt wurde.

Deutschland. Am 17., 18. und 19. September wurde zu Eibingen im Rheingau das achthundertjährige Jubiläum der Geburt der hl. Hildegard auf das festlichste begangen. Wie St. Bernhard der Prophet, so darf Hildegard die Prophetin des zwölften Jahrhunderts genannt werden. Die Heilige wurde 1098 zu Böckelheim in der früheren Grafschaft Sponheim, an der Nahe (unweit Kreuznach) geboren. Hildegardis war einer jener Sterne erster Größe, die im Mittelalter weithin durch die ganze Welt leuchteten und auch unsere Zeit noch durch das Licht ihrer Heiligkeit, ihrer Erscheinung und ihres Lebens erfreuen. Mit Recht sagt von ihr das Officium: Hildegardis, die Braut Christi, hat durch das Licht heilbringender Wissenschaften das Volk erleuchtet, wie es von ihr auch rühmt, daß sie in der Wohnung des ewigen Königs erglänze, wie ein hellstrahlender Stern.

Frankreich. Die „Köln. Volkszeitung" weist darauf hin, daß das französische Protektorat im Orient kein ausschließliches sein könne. Die beste Definition für das französische Schutzrecht dürfte nach dem genannten Blatte die sein: Die Nicht-Franzosen, die im Orient anderswo keinen Schutz zu finden wissen, mögen sich an Frankreich wenden.

Die Kongregation der Propaganda hat dieses Protektorat durch eine Erklärung vom 22. Mai 1888 anerkannt, indeß weist die letztere ausdrücklich auf die bestehenden internationalen Verträge hin; die Anerkennung geht also nur so weit, als diese Verträge nicht Einschränkungen enthalten. Das Zirkular der Propaganda sagt, das französische Schutzrecht solle auch ferner da gelten, wo es in Kraft sei. Es gilt also nicht dort, wo Rechte anderer entgegenstehen. Diese Auffassung ist's nach der „Köln. Volkszeitung", welche nunmehr die Bestätigung Leo's XIII. erhalten hat.

Kleinere Mitteilungen.

Zum Kapitel „Sammelwesen". (Einges.) Es ist eine unbestreitbare Thatsache, daß von Jahr zu Jahr die Bistumsbedürfnisse wachsen, daß die inländische Mission immer mehr in Anspruch genommen wird. Wenn aber die Ausgaben zunehmen, so müssen die Einnahmen gleichen Schritt mit ihnen halten; sonst kommt eine ungünstige Bilanz heraus. Daraus folgt, daß das wohlthätige Volk immer mehr zu diesen freiwilligen Steuern ermuntert werden muß und in der That leistet es ja in dieser Beziehung viel. Aber alles hat seine Grenze. Daher ist schon oft von kompetentester Seite der Wunsch ausgesprochen worden, man möchte bei den Sammlungen in erster Linie unsere einheimischen Bedürfnisse berücksichtigen und seine Kräfte nicht nach allen Richtungen hin zersplittern.

Wie sieht es aber da aus? Ein ausländischer geistlicher Herr kommt in eine Pfarrei des Kantons Luzern und kollektiert ohne bischöfliche Empfehlung. Dank der Empfehlung des Pfarrers erhält er über 160 Fr. Eine spätere Sammlung für die inländische Mission ergab etwa 20 Fr. Ebenfalls aus dem Ausland kommen ein anderes Mal Krankenschwestern und sammeln für ein Waisenhaus. Zwar haben sie Erlaubnis von den bürgerlichen Behörden; von der geistlichen Behörde aber besitzen sie nichts und dennoch wenden sie sich an's Pfarramt. Oefters sind die Geistlichen selbst so gutmütig und stellen Empfehlungen aus, trotzdem sie die betreffende Person zum ersten Male sehen. Nachdem nun in den meisten Gemeinden nebst den Sammlungen für Bistumsbedürfnisse und inländische Mission auch noch kollektiert wird für das Werk der Glaubensverbreitung, für den Kindheit-Jesu-Verein und anderes mehr, so glaubt der Einsender, die Ortsgeistlichkeit sollte Niemanden eine Empfehlung ausstellen, der nicht von dem bischöflichen Ordinariat aus gehörig legitimiert und empfohlen ist.

Der Seelsorger und für den Glauben gefährliche Ehen. Das „Freiburg. Kirchenblatt" beginnt in Nr. 36 einen Aufsatz über Eheschließungen mit Gottlosen, Ungläubigen und Exkommunizierten, unter Benützung einer Arbeit von Dr. Joder in Nr. 6—8 des „Straßburger Diözesanblattes". Darin ist folgende beherzigenswerte Stelle enthalten: „Vor allem ist es klar, daß dem Pfarrer die schwere Gewissenspflicht obliegt, auf dem Wege der Belehrung den gläubigen Teil von einer Verbindung abzuhalten, durch welche derselbe sein eigenes Seelenheil und wahrscheinlich auch das der erhoffenden Kinder schwer gefährdet und auch sein irdisches Glück auf eine sehr unsichere Grundlage aufbaut. Diese Pflicht ernster und eindringlicher Mahnung und Warnung ist nicht etwa ein freigestelltes Werk der Nächstenliebe, sondern sie ist strenge Amtspflicht. Denn der Pfarrer ist durch sein Amt ex iustitia verpflichtet, die Sünden seiner Pfarrkinder nach Möglichkeit zu verhindern."

Ein Freisinniger über die Jesuiten. Im Großherzogtum Oldenburg trat auf die letzten Wahlen hin der freisinnige Protestant Bargmann als Reichstagskandidat auf. Auf die Anfrage von katholischer Seite, wie er sich zu der Jesuitenfrage stelle, gab er folgende Antwort: „Als Gegner jeglicher Ausnahmegesetzgebung werde ich dem Antrage der Zentrumspartei auf Wiederzulassung des Jesuitenordens im Falle meiner Wahl in den Reichstag nur zustimmen. Ich bin nicht der Meinung, daß die geringe Zahl der Ordensmitglieder, welche auf die diesseitige Ordensprovinz entfallen, das deutsche Reich in Gefahr bringen wird, oder daß auch nur die von der evangelischen Geistlichkeit befürchteten Ge-

fahren für die Aufrechterhaltung des konfessionellen Friedens eintreten werden. Ausschlaggebend ist für mich der Wunsch der überwiegenden Mehrheit der katholischen Bevölkerung, welcher, wie ich mich überzeugt habe, auf Wiederzulassung der Jesuiten gerichtet ist".

Litterarisches.

Die Lektüre. Ein Führer beim Lesen. Von Franz Xav. Wetzel. Zweite vermehrte Auflage Ravensberg, Dorn'sche Verlagshandlung. 430 S. Pr. M. 2. 50.

„So dürfen wir uns freuen, einmal eine Schrift zu besitzen, welche die Lektüre behandelt, und zwar in einer so ausgezeichneten Weise". Dieses Lob spendet der „Litterarische Handweiser" (1881, Nr. 13) der ersten Auflage des Wetzel'schen Buches „Die Lektüre". Wenn irgend jemand dazu berufen ist, über die Lektüre zu schreiben, so ist es gewiß der belesene Dekan von Altstätten; sein Buch verdient in hohem Maße den Dank aller Volks- und Jugendfreunde. Ein Wort Herders ist ihm als Motto vorausgesetzt: „Das beste Geschenk, das einem jungen Menschen werden kann, sind nicht Bücher, sondern Rat wie er die Bücher lese." Diesen Rat erhalten wir durch „Die Lektüre" in vortrefflicher, gemeinverständlicher Form: das Buch ist eben für das Volk geschrieben. Eine Fülle von Zitaten und auch Beispielen aus der Erfahrung bewirkt, daß sich das Buch sehr leicht liest, obschon es belehrender Natur ist: ein sehr großer Vorteil! In den ersten zehn Kapiteln geißelt der geschätzte Verfasser die Lesewut, jenes Uebel, das so viele um den Verstand bringt. Die zwei folgenden Abschnitte geben treffliche Fingerzeige über die Auswahl der Bücher, die man lesen soll und die richtige Lesemethode. Der hohe Nutzen der guten Lektüre wird im 4. Kapitel besprochen; das 5., 6 und 7. schildern die Gefahren schlechter Lektüre für den Glauben, für die gute Sitte, für die Familie und den Staat. Im 9. Kapitel vernehmen wir, wie man die deutschen Klassiker lesen soll. Zwei Kapitel, das 8. und 10., sind in der uns vorliegenden zweiten Auflage neu hinzugekommen; sie tragen die Titel: „Die Bedeutung der Zeitungen und Zeitschriften" und „Die größten Dichter der Weltlitteratur".

Wir haben die Vorzüge der Wetzel'schen Schriften schon so oft hervorgehoben, daß es uns überflüssig scheint, weiteres zu deren Lobe beizufügen. „Die Lektüre" bietet eine solche Fülle goldener Vorschriften in gediegener Darstellungsweise, daß wir wünschten, man gebe den jungen Katholiken und dem leselustigen katholischen Volke erst dann unterhaltende Bücher und Schriften in die Hände, wenn sie zuvor dieses Buch durchgelesen haben!

Kirchenamtlicher Anzeiger.

Nota pro clero.

Die Eröffnung des Seminarkurses 1898/1899 der Diözese Basel findet statt den 13. Oktober. Die hochw. Herren Pfarrer sind ersucht, Theologiestudierende ihrer Pfarreien davon in Kenntnis zu setzen. Anmeldungen sind bis zum 8. Oktober an die Seminardirektion in Luzern zu richten.

Die bischöfliche Kanzlei.

An die hochw. Herren Dekane.

Man bittet, die katechetischen Pfarramts-Berichte, soweit sie noch ausstehen, einzusenden.

Die bischöfliche Kanzlei.

Inländische Mission.

a. Ordentliche Beiträge pro 1898.

	Fr.	Ct.
Uebertrag laut Nr. 38:	27,635	90
Kt. Aargau: Boswil 71, Göslikon 26. 10, Kaiseraugst 26, Rohrdorf 168, Sarmenstorf 100, Wohlen 71, Zurzach 64	526	10
Kt. St. Gallen und Appenzell: Durch Tit. Bistumskanzlei St. Gallen	850	—
Kt. Luzern, Stadt Luzern: zum Andenken an J. W. sel.	50	—
Stadt Luzern, von Ungenannt	2	20
Büron, Nachtrag 30, Greppen 70, Zofingen 20	120	—
Kt. Nidwalden: aus Stans „zu Ehren der Kämpfer vom 9. September 1798"	200	—
Kt. Solothurn: Luterbach 25, Metzerlen 12. 20	37	20
Kt. Thurgau: Bichelsee 90, Fischingen 81. 50, Kreuzlingen 165, Schönholzersweilen 20, Tänikon 60, Welfensberg 20, Werthbühl 30	466	50
Kt. Zürich: Horgen	120	—
Ausland: Von Innsbruck, theol. Fakultät, nachträglich von hochw. P. Hurter	21	50
	30,029	40

b. Außerordentliche Beiträge pro 1898.

Uebertrag laut Nr. 38:	40,138	10
Legat von Mad. Josephine Heisch-Hofer sel. in Luzern	500	—
	40,638	10

Der Kassier: J. Turet, Propst.

Nota. Wir geben hier die Notizen möglichst abgekürzt; im Berichtshefte werden aber die gewünschten Details angeführt werden. Die meisten ordentlichen, obenstehenden Beiträge sind Opfergaben vom eidg. Bettag. Das herrliche Empfehlungswort der hochwürdigsten schweizerischen Bischöfe hat sofort schönen Erfolg gehabt. Ihnen sei hiemit, nächst Gott dem Herrn, innigster Dank ausgesprochen! — Allein, man bedenke, daß unser Budget über 100,000 Fr. an ordentlichen Beiträgen erfordert, woran wir erst 30,000 verzeigen. Möge also der löbliche Eifer nicht nachlassen, sondern ausdauern.

Berichtigung. Die in der letzten Nummer warm empfohlene „Allerleichteste Orgel- oder Harmoniumbegleitung zum Ordinarium Missæ" von Schildknecht, ist für kirchlichen und Unterrichtsgebrauch bestimmt, wie der aufmerksame Leser übrigens schon aus der ganzen Rezension entnommen haben wird.

Unsere Liebe Frau im Stein

in Wort und Bild:

Geschichte der Wallfahrt und des Klosters Mariastein

von

P. Laurentius Eschle.

Zweite, vermehrte und verbesserte Auflage mit vielen Illustrationen.

Preis:

Elegant broschiert	Fr. 1 50
Originaleinband in Leinen mit Rotschnitt	„ 2. 50
„ „ Lederimitation mit Goldschnitt und Schutzhülle	„ 3 —

Zu beziehen im Verlag der **Buch- und Kunstdruckerei Union in Solothurn.**

---

1 Taufregister	150 Bogen	(300 Seiten)
1 Eheregister	100 „	(200 „
1 Sterberegister	130 „	(260 „

mit **Namenregister,** ganz solid gebunden, sind gelegenheitshalber billig **zu verkaufen.**

Buch- und Kunstdruckerei Union, Solothurn.

Für Kirchen-Arbeiten
in den verschiedensten Stein- und Marmorarten
als:
Altäre, Säulen, Taufsteine etc.

32[52] empfiehlt sich

Herm. Adler-Stüdely,
Langendorf (Solothurn).

Marmorindustrie mit Wasserkraft. — Zeugnisse über gelieferte Arbeiten stehen zu Diensten.

Soeben ist erschienen und durch die Buchdruckerei „Union" in Solothurn zu beziehen:

St. Ursen-Kalender pro 1899.

Reich illustriert. **Preis 40 Cts.**

Wiederverkäufer erhalten bedeutenden Rabatt.

Soeben im Verlage der **Buch- und Kunstdruckerei Union in Solothurn** erschienen und zu beziehen:

Der Gang in's Kloster,

Gedicht von Joseph Wipfli, Professor.

Zweite Auflage.

Für einen Geistlichen.

Es wird eine schöne Stelle in einer Waisenhausanstalt offeriert, zur Besorgung des Hausgottesdienstes mit sonn- und festtäglicher Aushilfe in der Pfarrkirche.

Anmeldungen vermittelt die Redaktion der „Kirchen-Zeitung". 90

Eine Musiklehrerin

sucht Stelle in einer kleineren Ortschaft als **Organistin,** nebenbei könnte sie auch Privatstunden geben für Piano, Gesang, Violin, Zither und in der italienischen und englischen Sprache. Gute Zeugnisse stehen zur Einsicht offen. — Auskunft erteilt die Expedition des Blattes unter Chiffre B. B. 88[2]

Wer

würde einer armen Missionsstation eine noch gut erhaltene **St. Josefs-Statue** gratis oder gegen billige Entschädigung abtreten?

Sich gefl. melden bei der Expedition der Kirchenzeitung. 89[2]

Ewig-Licht Patent Guillon

ist bei richtigem Oele das **beste und vorteilhafteste.** Beides liefert

Anton Achermann,

(H 2600 Lz.) *Stiftssakristan, Luzern.* (82[0])

Christliche Abendruhe

Kathol. Wochenblatt zur Unterhaltung und Belehrung.

Organ des „Christlichen Familien-Vereins", des „Christlichen Müttervereins" und des „Christlichen Dienstbotenvereins" der deutschen Schweiz.

Redaktion: **F. Schwendimann,**
Pfarrer in Deitingen bei Solothurn.

Preis jährlich Fr. 3.—.

Buch- & Kunstdruckerei Union,
Solothurn.

Gläserne Meßkännchen

in schöner Form,

glatt	Fr. 1. 70	per Paar
feingeschliffen	„ 2. 30	„ „
„ „	„ 2. 50	„ „
Mit Platte	„ 2. 50	„ „

liefert (H 2401 Lz.)

Anton Achermann, Stiftssakrist.,
Luzern.

80[0]

Manual Applicationen

für Jahrzeitstiftungen

(5 div. Formulare)

liefert in beliebigen Bogen, event. auch solid gebunden **Buch- und Kunstdruckerei Union.**

Druck und Expedition der Buch- und Kunstdruckerei „Union" in Solothurn.